



programme Solidarité Eau

**Des expériences à partager**  
des initiatives **à développer**

## SOMMAIRE

	<b>2006, une ambition renouvelée pour le pS-Eau</b>	<b>1</b>
<hr/>		
<b>1.</b>	<b>Vingt ans d'appui aux actions de développement dans les pays du Sud</b>	<b>3</b>
1.1	Eau, assainissement, environnement et développement socio-économique	3
1.2	Le réseau de partenaires	3
<hr/>		
<b>2.</b>	<b>Contribution aux actions de développement dans les pays du Sud : les activités 2006</b>	<b>7</b>
2.1	Renforcement des capacités des acteurs de développement au Nord et au Sud	7
2.2	Créer de nouvelles opportunités pour le financement de la solidarité internationale	11
2.3	Diffuser les connaissances	12
2.4	Partager les expériences pour améliorer les pratiques et mieux collaborer	15
2.5	Influer sur les politiques de développement en France et au niveau international	18
<hr/>		
<b>3.</b>	<b>Le pS-Eau : budgets et organisation</b>	<b>19</b>
3.1	Sources de financements et affectations budgétaires	20
3.2	Organigramme	22
	Sigles et abréviations	24

# 2006, une ambition renouvelée pour le pS-Eau

L'année 2006 a été marquée pour le pS-Eau, outre les importants partenariats développés avec les principaux réseaux d'acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, par trois événements majeurs.

Le premier est le développement des actions de sensibilisation et d'accompagnement des projets initiés par la loi Oudin-Santini. Adoptée le 9 février 2005, cette loi permet aux collectivités locales, aux syndicats et agences de l'eau d'affecter jusqu'à 1 % de leurs ressources à la coopération internationale. Le pS-Eau assure dans ce cadre le secrétariat du groupe d'échange CNCD/CNE (Commission nationale de la coopération décentralisée/Comité national de l'eau). Ce dernier a été créé pour rapprocher les politiques et projets menés par l'Etat français des actions initiées par les collectivités locales et les ONG dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ; il doit aider les porteurs de projets à mieux connaître les réalisations en cours et à intervenir plus efficacement.

Le second événement est la participation active de l'association à la présence française lors du IV<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau de Mexico. Avec le concours de l'ASTEE (Association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement) et de l'OIEau (Office international de l'eau), le pS-Eau est apparu comme la cheville ouvrière du Partenariat français pour Mexico (PFM). Cette participation s'est traduite par l'animation d'un espace francophone de rencontres conviviales sur le forum, par la reconnaissance du droit à l'eau et du rôle des collectivités locales dans les actions de coopération internationale, et par le lancement d'une initiative mondiale de renforcement des financements solidaires. Celle-ci a été placée sous la présidence de M. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, en présence de la ministre française de l'Environnement et de nombreuses personnalités. Il faut également souligner la mobilisation initiée par le pS-Eau autour de l'assainissement et pour la poursuite de la Facilité eau de la Commission européenne, outil de financement non souverain qui mérite d'être amélioré, étendu et répliqué.

Le troisième événement est l'évaluation du pS-Eau par le ministère des Affaires étrangères (pour la période 2000-2004), qui nous a permis de vérifier la pertinence des actions engagées et d'ouvrir de nouvelles pistes de travail : l'appui conseil aux collectivités (qui s'est traduit entre autres par deux postes en région auprès du conseil régional de Bretagne et du Grand Lyon), le montage et la participation à de nombreuses réunions d'information formation et le suivi des commissions d'expertise pour l'attribution des aides des collectivités locales importantes.

L'année 2007 concrétisera les avancées de 2006 qui a été riche en événements et projets pour améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays du Sud.

René Ala, président du pS-Eau  
Pierre-Marie Grondin, directeur du pS-Eau

## Première partie : le pS-Eau en 2006 ►



# Vingt ans d'appui aux actions de développement dans les pays du Sud

## 1.1 Eau, assainissement, environnement et développement socio-économique

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984 pour appuyer les actions de coopération décentralisée et non gouvernementale dans le domaine de l'eau. Au fil des années et des expériences accumulées, son domaine d'intervention s'est progressivement élargi, qu'il s'agisse de la nature même des activités ou des partenariats tissés avec les acteurs du développement.

Ciblée initialement sur « l'accès à l'eau potable », la mission du pS-Eau s'est élargie. Elle vise aujourd'hui à faciliter les initiatives locales de coopération internationale pour améliorer l'accès aux services eau et assainissement, préserver l'environnement et favoriser le développement socio-économique.

Sur ces thématiques complémentaires, le pS-Eau anime un réseau d'organismes français et étrangers dans le but de favoriser la mise en relation de ces acteurs pour rendre plus efficaces leurs actions.

L'année 2006 a confirmé le positionnement du pS-Eau comme lieu et outil de rencontres et d'échanges entre acteurs du développement. Dans le même temps, tout en continuant à consacrer une part conséquente de son volume d'activités à sa thématique fondatrice de l'accès à l'eau et à l'assainissement, le pS-Eau a développé une ouverture aux autres secteurs du développement, tout particulièrement sur les questions économiques et de codéveloppement.

### Les activités du pS-Eau sont organisées autour de 7 pôles thématiques

1. Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et ONG
2. Eau potable et assainissement
3. Codéveloppement Mali et Sénégal
4. Migration et initiatives économiques
5. Gestion de l'information
6. Eau et environnement en Méditerranée
7. Genre et Eau

## 1.2 Le réseau de partenaires

Parmi les 17 000 personnes partenaires que compte le programme Solidarité Eau, deux types d'acteurs se distinguent : ceux avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues, ceux auprès desquels le pS-Eau diffuse des informations ciblées en fonction de leurs activités.

Pour suivre l'évolution du réseau et assurer sa mise à jour, le pS-Eau dispose d'un répertoire des personnes et des organismes. Ce répertoire, outil central et stratégique dans le fonctionnement du réseau, est utilisé pour diffuser de l'information et solliciter des contacts et personnes ressources sur des thématiques et des zones géographiques spécifiques.

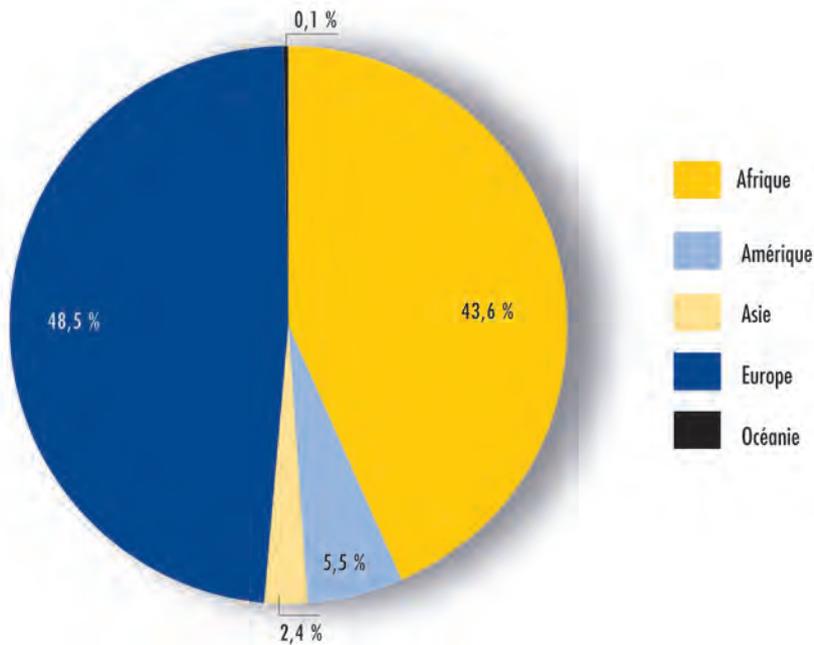
Pour l'année 2006, le répertoire a augmenté d'un peu plus de 2 000 contacts supplémentaires.

### Les membres du réseau pS-Eau

Les membres du réseau pS-Eau sont répartis à 92 % sur l'Europe et l'Afrique. De fait, les pays au cœur de l'activité du pS-Eau sont : la France, pour laquelle 6 970 contacts sont recensés et qui représentent 41 % du répertoire pS-Eau ; les régions d'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord, pour lesquelles 6 790 contacts identifiés constituent 40 % du répertoire.

Que ce soit en France ou en Afrique, les membres du réseau pS-Eau sont majoritairement : des ONG, des associations de développement, des collectivités locales et des associations de migrants en France. Cette configuration est en cohérence avec le mandat fondateur du pS-Eau : l'appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

### Origine géographique des partenaires du pS-Eau



Acteurs incontournables dans le cadre de la définition des politiques sectorielles et du suivi de programmes nationaux, les administrations et organisations publiques sont également des interlocuteurs privilégiés du pS-Eau.

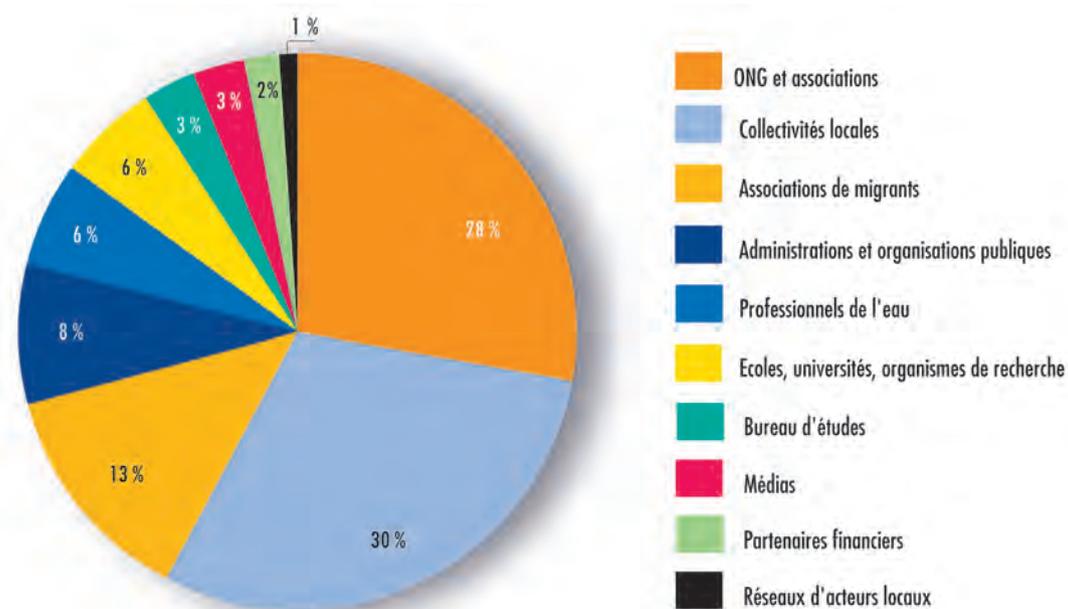
Révéléateur de l'implication du pS-Eau dans les programmes de recherche et développement, les écoles, universités et organismes de recherche représentent respectivement pour la France et l'Afrique, 6 et 8 % des membres du réseau.

Le pS-Eau encourage la mobilisation des ressources et compétences locales : il oriente préférentiellement ses collaborations avec les bureaux d'études et professionnels de l'eau africains (15 %), tout en mobilisant les opérateurs et prestataires français (9 %).

Enfin, les partenaires financiers en lien avec le pS-Eau, qu'il s'agisse d'organisations bi et multilatérales ou de fondations, sont beaucoup plus nombreux en Afrique qu'en France, car le pS-Eau relationne avec les différentes représentations d'un même bailleur de fonds dans plusieurs pays africains.

En plus des partenariats spécifiques qui peuvent être organisés avec une partie de ces acteurs (réalisation d'études, suivi de programmes et projets, etc.), tous reçoivent plusieurs fois par an des informations sur l'actualité de leur secteur d'activités, sur l'évolution des politiques internationales dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ainsi que sur les opportunités de formation, de partenariats et de financement d'actions.

### Les partenaires du pS-Eau



## Deuxième partie : les réalisations ►



# Contribution aux actions de développement dans les pays du Sud : les activités 2006

## 2.1 Renforcement des capacités des acteurs de développement au Nord et au Sud

La réalisation d'actions de développement de qualité nécessite des acteurs formés et informés, aux niveaux de la planification et de l'exécution. Activité phare du programme Solidarité Eau, le renforcement des capacités a continué d'occuper une place importante en 2006. Parce que les actions de développement et de solidarité internationale se construisent sur la mobilisation des hommes et les femmes au Nord comme au Sud, nos activités de renforcement des capacités ciblent les acteurs au développement de ces deux espaces.

### 2.1.1 Renforcement des capacités au Sud

#### Au niveau national

Si la problématique de l'accès à l'eau potable est au cœur des enjeux et stratégies de développement depuis plus de 20 ans, son pendant, l'accès à l'assainissement, a en revanche été largement minoré. Le développement des services d'eau potable sans service d'assainissement a engendré des situations problématiques, tout particulièrement dans les grands centres urbains. Pour répondre à cette situation préoccupante, les pouvoirs publics africains se trouvent pour beaucoup démunis et les questionnements restent ouverts sur les solutions techniques à promouvoir et les modes de financement à mettre en œuvre.

Le pS-Eau a débuté en 2006 une démarche d'appui au renforcement des stratégies nationales dans le domaine de l'assainissement, visant dans un premier temps les services nationaux du Mali pour la rédaction des termes de référence pour la tenue d'un atelier national réunissant l'ensemble des acteurs du secteur assainissement.

*Financement : MAE*

#### Au niveau municipal

En collaboration avec le Partenariat pour le développement municipal (PDM), le pS-Eau a finalisé en 2006 la première phase du programme Stratégies municipales concertées (SMC) sur les villes de Dschang (Cameroun), Koudougou (Burkina Faso) et Ziguinchor (Sénégal).

Fin 2006, une nouvelle phase de ce programme, coanimée par le PDM et le pS-Eau et programmée sur 3 ans, a été engagée. La première composante de ce programme vise la poursuite de l'élaboration, au niveau de plusieurs villes sélectionnées, d'une stratégie concertée avec les différents acteurs locaux pour définir les interventions nécessaires dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement. Dans cette démarche, la municipalité est au cœur du processus. Elle bénéficie de l'appui d'un consultant local. L'objectif final est l'obtention d'une stratégie partagée avec tous les partenaires, définissant les actions prioritaires à engager pour assurer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous. Les autres composantes de ce programme démarreront en 2007 : une composante au niveau des régions dans 3 pays pour l'élaboration de stratégies pour les petites villes ; une composante formation ; une composante réalisation de guides pratiques et méthodologiques.



*Financement : MAE, AFD, CE*

### Au niveau des acteurs locaux du développement

2006 a vu le second appel à propositions de la Facilité Eau de la Commission européenne, ouvert à tous les acteurs de l'eau, y compris les ONG et associations de développement. La rédaction d'une soumission de projet à la Facilité Eau est un exercice ambitieux qui nécessite de maîtriser plusieurs outils de la Commission européenne (y compris le cadre logique, la gestion du cycle projet et les critères d'évaluation). Pour rendre ces outils accessibles aux acteurs de développement africains, le pS-Eau a réalisé un cycle de formations dans 6 pays : Mali, Bénin, Niger, Cameroun, Sénégal et Congo. Près de 500 acteurs africains du secteur (communes, ONG, acteurs locaux de développement) ont bénéficié de ces formations.

*Financement : MAE*



### Des normes ISO pour améliorer la gouvernance des services d'eau potable et d'assainissement

L'ISO (International Organisation for Standardisation) a créé en 2001 un comité technique (ISO TC 224) présidé par la France pour l'élaboration de normes visant à améliorer la gouvernance des services d'eau potable et d'assainissement. Ces normes ISO ont une vocation universelle. Elles doivent donc être applicables, sur une base volontaire, aussi bien dans des pays industrialisés que dans des pays en développement, dans les grandes cités comme dans les villes de moindre importance, quel que soit le mode de gestion des services.

Durant l'année 2006, le pS-Eau a poursuivi son implication dans ce comité technique au sein de la délégation française et en appui au coordinateur du groupe *ad hoc* pays en développement

(PED) : d'une part afin de veiller à ce que les spécificités des PED y soient mieux prises en compte ; d'autre part pour préparer un test des normes dans les pays africains.

*Financement : MEDD*

### Le programme Migrations et initiatives économiques

Le PMIE a réalisé des missions auprès des ONG et bureaux d'études du Sénégal, de Guinée Conakry et du Bénin, dans un double objectif :

- apprécier la faisabilité de la mise en place d'un réseau d'opérateurs d'appui aux projets économiques ;
- mieux faire connaître auprès des ONG et bureaux d'études de ces pays les projets portés par les migrants en France en direction de leur pays d'origine.

*Financement : MAE, DPM*



## 2.1.2 Renforcement des capacités au Nord

### Auprès des acteurs de la coopération décentralisée

L'appui-conseil aux acteurs de la coopération décentralisée est une des missions centrales du pS-Eau. Plus de 1 500 collectivités et syndicats des eaux entretiennent un contact régulier avec le secrétariat du pS-Eau. La loi Oudin-Santini se traduit par une mobilisation accrue des acteurs de la coopération décentralisée. Ceux-ci ont bénéficié en 2006 d'un appui soutenu du pS-Eau pour la définition et la mise en œuvre de leurs projets de développement. Le relais d'information assuré par le pS-Eau autour des principaux appels à projets (Facilité européenne pour l'eau, Fonds eau ville de Paris, fonds de soutien des régions et des agences de l'eau, etc.) a été remarqué et apprécié et a donné lieu à une multiplication des demandes d'appui technique et méthodologique dont l'efficacité a été soulignée.

2006 a été l'occasion de mettre en place un appui spécifique auprès des acteurs décentralisés de la région Bretagne par la mise à disposition d'une personne à mi-temps sur une période de 7 mois au sein des locaux du conseil régional.

*Financement : MAE, MEDD, CR Bretagne*



### Auprès des associations et ONG de développement

● Si les ONG françaises de solidarité internationale dans le domaine de l'eau bénéficient également de « l'effet » de la loi Oudin-Santini, leur nombre reste relativement stable. Durant l'année 2006, le pS-Eau a poursuivi sa collaboration avec ses partenaires traditionnels, tout particulièrement ceux intervenant au Maroc, au Mali, en Mauritanie et au Sénégal.

*Financement : MAE, MEDD, Water Force, Aquassistance*

● Avec la mise en place de la cellule relais France du FSP Codéveloppement Sénégal, et dans la continuité de son action menée auprès des migrants maliens dans le cadre du FSP Codéveloppement Mali depuis 2003, ce sont plus de 40 associations de migrants sénégalais supplémentaires (et leurs partenaires issus de la coopération décentralisée et des ONG de développement) qui ont été accompagnés en 2006 dans le processus d'élaboration de leur projet.

*Financement : MAE*

### Au niveau des acteurs socioéconomiques

● En 2006, le réseau d'opérateurs d'accompagnement en France des migrants porteurs de projets économiques (GAME), animé par le programme Migrations et Initiatives économiques (PMIE), a vu sa zone géographique d'intervention passer de 12 à 20 pays. Dans le même temps, le réseau des partenaires impliqués dans l'accompagnement des migrants et l'insertion socioprofessionnelle a vu son nombre augmenter de 50 à 90 opérateurs. LE PMIE a accueilli, avec le GAME, plus de 1 000 migrants africains promoteurs d'entreprises.

*Financement : MAE, DPM*

● Avec les dispositifs du codéveloppement, le pS-Eau apporte désormais directement son expertise à certains nouveaux acteurs du développement : les entrepreneurs individuels migrants investis sur des projets de création économique au Sud et les associations de jeunesse investies sur des projets au Nord et au Sud.

*Financement : MAE*

## 2.2 Créer de nouvelles opportunités pour le financement de la solidarité internationale

### 2.2.1 Une plateforme mondiale pour les financements solidaires pour l'accès à l'eau et à l'assainissement

Suite à l'impulsion donnée en France par la loi Oudin-Santini, le pS-Eau a mené en 2006 une étude auprès des partenaires du Sud sur l'impact des financements solidaires. Ces derniers désignent l'ensemble des mécanismes de financement décentralisés et non-gouvernementaux, dont le moteur est la collecte de fonds motivée par la solidarité entre personnes (entre usagers de l'eau du Nord et du Sud, entre riches et pauvres, entre populations urbaines et rurales...) pour mener des actions locales dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Les résultats de cette étude, qui ont permis d'identifier les perceptions et les attentes des acteurs du Sud pour améliorer et amplifier ces mécanismes, ont permis de lancer, durant le Forum mondial de l'eau de Mexico, l'initiative mondiale pour renforcer et étendre les financements solidaires.

*Financement : MAE, AFD, SEDIF, Mairie de Paris*

### 2.2.2 Développer de nouveaux guichets de financement pour les initiatives économiques



En 2006, 26 bourses ont été octroyées par le programme Migrations et Initiatives économiques pour la réalisation d'études de faisabilité de projets économiques.

De nouveaux dispositifs de financement éligibles pour les migrants ont été recensés dans 9 pays africains, dans la zone monétaire ouest-africaine ainsi qu'en République démocratique du Congo.

Les principes d'actions du programme Migrations et Initiatives économiques ont par ailleurs été retenus par le MAE pour initier un FSP Codéveloppement à destination d'une dizaine de pays francophones.

*Financement : MAE, DPM*

### 2.2.3 Campagne pour la poursuite de la Facilité ACP-UE pour l'eau

Afin de pérenniser la Facilité eau ACP-UE (Afrique-Caraïbes-Pacifique-Union européenne) à l'attention des acteurs locaux africains, le pS-Eau a mobilisé les réseaux d'ONG et de collectivités locales africains et européens pour une campagne à destination des décideurs tant européens qu'africains. Ce mécanisme qui semblait fortement compromis début 2006, a maintenant de grandes chances d'être maintenu.

*Financement : MAE*

## 2.2.4 Mécanismes de financements décentralisés

Sous l'égide du Secrétariat international de l'eau (SIE), un nouveau groupe de travail, créé en 2006, a été chargé de formuler des propositions pour la mise en place de nouveaux mécanismes de financement à l'attention des acteurs locaux. Le pS-Eau est très activement impliqué dans ce groupe de travail.

*Financement : MAE*

## 2.3 Diffuser les connaissances

### 2.3.1 Les interventions du pS-Eau auprès des acteurs français de la solidarité internationale

A la demande de centres de ressources régionaux et de collectivités locales, le pS-Eau est intervenu durant 2006 dans le cadre de 7 formations, afin de présenter les caractéristiques de la coopération décentralisée dans le secteur de l'eau et les modalités concrètes de mise en œuvre de la loi Oudin-Santini :

- Journée d'information et d'échanges sur la coopération décentralisée, Conseil régional du Centre et Centraider, Orléans, février ;
- Information et échanges sur la loi Oudin-Santini, réseau Horizons solidaires, Caen, mars ;
- L'eau partagée, information et échanges sur la coopération décentralisée, SIDECEM, Var, mai ;
- Place publique, la problématique de l'accès à l'eau à l'échelle mondiale, municipalité de Saint-Herblain et associations locales, octobre ;
- 4<sup>e</sup> Assises nationales du développement durable, bilans des partenariats publics-privés dans les rapports Nord-Sud, CUF, Nantes, octobre ;
- Information sur l'accès à l'eau et l'assainissement, Arradon Terre du Monde et Casi Bretagne, Arradon, novembre ;
- Information sur la loi Oudin-Santini, assemblée générale de Cités Unies France, décembre, Paris ;
- Journée d'information sur la loi Oudin-Santini et la coopération décentralisée, mars, Montpellier et décembre, Marseille.

*Financement : MAE, MEDD*

● Le programme Migrations et Initiatives économiques a animé une journée d'informations et de sensibilisation des acteurs français de la solidarité internationale sur l'accompagnement des migrants entrepreneurs (février) et mobilisé l'ensemble des ses partenaires français et européens pour le forum du codéveloppement organisé par le MAE (décembre). Il est également intervenu à l'occasion de deux formations : coopération décentralisée pour les élus locaux (Ile-de-France) ; porteurs de projets au Sénégal et en Algérie (Lyon).

*Financement : MAE, DPM*

- Par ailleurs, dans le cadre de la communication en France sur les dispositifs de codéveloppement, le pS-Eau a organisé avec les missions diplomatiques et consulaires du Sénégal plusieurs rencontres d'information auprès des acteurs issus de la migration sénégalaise à Paris, Le Havre, Lyon, Marseille et Bordeaux en mars 2006.

*Financement : MAE*

### 2.3.2 Les nouvelles publications 2006

Dans son souci de garantir la production continue de guides et référentiels visant à fournir des cadres de référence pour l'action auprès des acteurs au développement, le pS-Eau a réalisé 12 nouveaux documents durant l'année 2006.

*Financement : MAE, MEDD, AFD, DPM, ISTED, Arene IdF, Mairie de Paris*

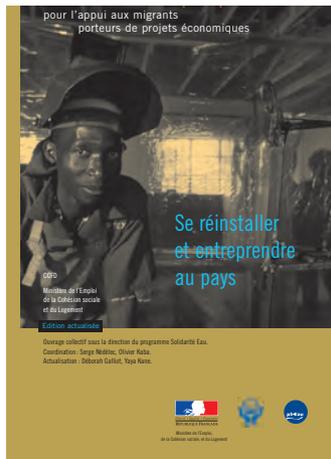
#### Information et communication



- Lettre du pS-Eau, n° 51, 52 et 53
- Bulletin d'information du programme Migrations et Initiatives économiques, 2 numéros
- Lettre du 3<sup>e</sup> Forum mondial de Mexico, 4 numéros hors série
- L'assainissement dans les pays en développement, ne rien faire c'est laisser faire, les acteurs français s'engagent, 24 pages
- L'assainissement dans les pays en développement, ne rien faire c'est laisser faire, exposition de 12 panneaux de 90 x 120 mm
- Action internationale dans le domaine de l'eau, des collectivités s'engagent, pourquoi pas vous ?, 4 pages
- Des acteurs locaux français au service de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous, 4 pages

#### Recherche et actions pilotes

- La prise en compte du genre dans les projets d'adduction d'eau potable en milieu rural et semi-urbain, 38 pages



### Capitalisation

- Agir pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement, guide de la coopération décentralisée, 64 pages
- Services essentiels dans les villes des pays en développement : équité d'accès et desserte des ménages à faible revenu, guide pour l'évaluation du projet, 8 pages ;
- Financer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous, le rôle des financements solidaires
- Se réinstaller et entreprendre au pays, 94 pages

### 2.3.3 L'enrichissement du fonds documentaire électronique

Durant l'année 2006, le pS-Eau a enrichi son fonds documentaire téléchargeable sur son site Internet en recensant 106 nouvelles publications en lien avec le secteur de l'eau et de l'assainissement ainsi que de l'économie (dont 12 produites par le pS-Eau).

Le programme Migrations et Initiatives économiques a créé de nouvelles rubriques sur son site Internet : parcours de créateurs (témoignages) ainsi qu'un accès anglophone.

*Financement : MAE, MEDD*

### 2.3.4 La diffusion et la consultation de la documentation pS-Eau

Doté d'une base de contacts de 17 000 personnes, en hausse régulière depuis quatre ans, le pS-Eau a continué durant 2006 à enrichir son réseau en vue de rendre l'information disponible, notamment auprès des acteurs du Sud.

La consultation du site Internet, outil de communication privilégié du pS-Eau, voit sa popularité augmenter : 0,5 million de documents ont été téléchargés en 2006 et plus de 4 000 pages ont été consultées chaque jour.

*Financement : MAE, MEDD*

## 2.4 Partager les expériences pour améliorer les pratiques et mieux collaborer

### 2.4.1 Manifestations et rencontres

Régulièrement sollicité pour témoigner des enjeux et des expériences de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau a participé en 2006 à de nombreuses manifestations et a monté plusieurs réunions et événements, parmi lesquels :

- Le forum du partenariat maroco-français, janvier ;
- Les enjeux de l'eau et de la coopération internationale au développement, journée d'information sur la loi Oudin-Santini, Maison départementale de l'environnement à Restinclière, mars ;
- Les rencontres de la coopération décentralisée et du développement durable à Pontault Combault. Accès à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie : enjeux et pratiques, septembre ;
- L'université bretonne de l'eau à Guidel, septembre ;
- La rencontre des collectivités locales africaines, Africités IV à Nairobi, septembre ;
- Lancement du projet européen sur l'intégration du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau - GEWAMED, février.

*Financement : MAE, MEDD, CR Bretagne, Arene IdF, CE*

#### Le IV<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau

Le IV<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau, qui s'est déroulé en 2006 à Mexico, comprenait plus de 200 sessions orientées autour de 5 thèmes et 5 perspectives transversales portées par les acteurs de l'eau du monde entier. Plus de 500 exemples d'actions locales ont été présentées.

Afin de mobiliser effectivement les acteurs français et leurs partenaires, un processus de collaboration et de concertation a été lancé par le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Ecologie et du Développement durable, autour du « Partenariat français pour Mexico » (PFM). Le pS-Eau, membre de l'équipe de coordination, a été largement mobilisé, tant sur la présence des acteurs français que sur l'organisation de sessions, afin de permettre à la France et à ses partenaires africains d'afficher une présence notable et constante pendant les six jours du forum. La collaboration avec les collectivités françaises, notamment l'AMGVE, a été très importante pour faire reconnaître le rôle et la place des collectivités locales pour l'accès durable de tous aux services essentiels. L'initiative de renforcement solidaire, présidée par Angel Gurria, a bénéficié, comme la session Genre et eau, d'un soutien massif des élus, du ministère des Affaires étrangères et de la ministre française de l'Environnement.



Sur les 206 sessions organisées, 20 l'ont été directement par les partenaires français. Le pS-Eau était copporteur de trois sessions, qui s'intégraient dans les thèmes de l'eau pour la croissance et le développement, de l'eau et l'assainissement pour tous, et de la gestion de l'eau pour l'alimentation et l'environnement.

Sur l'espace France, lieu conçu par le pS-Eau et dédié spécifiquement aux acteurs français et à leurs partenaires internationaux, de nombreuses réunions d'échanges et de débats complémentaires aux sessions organisées par le Forum ont été organisées.

*Financement : MAE, MEDD, AFD, FFEM, Veolia, Lyonnaise des eaux, Suez, FP2E*

## En Méditerranée

En Méditerranée, grâce à la promotion de la loi Oudin-Santini, le pS-Eau a initié en 2006 une dynamique de rencontres régionales (PACA et Languedoc Roussillon) autour des questions d'eau et de coopération internationale, afin de favoriser le développement d'actions de solidarité sur le thème de l'eau et de l'assainissement.



Trois thématiques spécifiques ont été développées :

- *Gestion de la demande en Eau.* Pour faire face à la crise de l'eau que subit la région Méditerranée, la gestion de la demande est un axe majeur. Cette crise est le résultat d'une politique de l'eau par l'offre dominante dont le schéma tendanciel conduit à un accroissement de la demande de plus de 55 % d'ici 2025. Pour cela, le pS-Eau capitalise et caractérise les expériences en Méditerranée déjà mises en place dans ce domaine, particulièrement sur les aspects « participation » de la gestion par la demande.

- *Les oasis.* La situation des oasis est aujourd'hui dramatique. La raréfaction des ressources en eau, la dégradation des terres, la modification du mode de vie... ont conduit à l'hémorragie des forces vives et par conséquent à la dégradation du système oasien. L'action du pS-Eau consiste à capitaliser l'information et à renforcer les capacités des acteurs à travers la diffusion d'information et la participation à divers réseaux comme le RADD (Réseau associatif de développement durable des oasis du Maghreb) et le Programme de sauvegarde des oasis (au Maroc et en Tunisie).

- *Intégration du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau :* le pS-Eau développe son activité sur le genre également au niveau de la Méditerranée (renforcement de capacité, capitalisation et diffusion d'information) à travers un programme européen dont il est partenaire.

*Financement : MAE, MEDD*

## 2.4.2 Suivi de la mise en œuvre de la loi Oudin-Santini au sein des collectivités et des agences de l'eau

● 2006 a vu le lancement d'un groupe d'échanges (CNCD/CNE) sur l'action internationale eau et assainissement de l'Etat et des collectivités locales, dont le secrétariat a été confié au pS-Eau. Visant à promouvoir la coopération décentralisée en France et à l'étranger, les travaux de ce groupe permettront d'améliorer la visibilité sur l'application de la loi Oudin-Santini, de produire des outils et de diffuser de l'information auprès des collectivités territoriales.

*Financement MAE, MEDD*

● Dans le cadre de l'animation des programmes de codéveloppement en France, les échanges thématiques avec les acteurs impliqués (migrants et partenaires techniques et financiers) sont nombreux :

● *A l'initiative du pS-Eau*

- Le rôle des migrants dans la décentralisation au Sénégal, Paris, novembre ;
- L'information et l'accompagnement des projets portés par la jeunesse issue de l'immigration malienne, Paris, décembre.

● *A l'initiative des pouvoirs publics*

- Migrants acteurs du codéveloppement, mars ;
- Forum Jeunesse, Volontariat et codéveloppement, Paris, novembre ;
- Forum national des acteurs du codéveloppement, Paris, décembre.

● *Ou à l'initiative de la société civile*

- Forum social mondial sur les migrations, Madrid, juin ;
- Les circuits du développement et de la migration, Milan, février.

*Financement : MAE*

● Le programme Migrations et Initiatives économiques a organisé durant l'année 2006 des rencontres mensuelles entre opérateurs spécialisés dans l'accompagnement pour capitaliser et mutualiser les expériences en France mais aussi au niveau des opérateurs africains. Une journée de capitalisation pour les bénéficiaires de la bourse d'étude de faisabilité a également été organisée (avril) afin de valider la pertinence et l'efficacité de l'aide boursière proposée.

*Financement : MAE, DPM*

## 2.5 Influencer sur les politiques de développement en France et au niveau international

● Le pS-Eau assure la coordination du groupe « assainissement » présidé par le ministère des Affaires étrangères. Ce groupe rassemble autour des pouvoirs publics les divers partenaires mobilisés sur ce thème (ONG, collectivités locales, chercheurs et secteur privé). Il s'est mobilisé pour la préparation de l'année internationale de l'assainissement (2008) et pour l'élaboration d'un document d'orientation sectorielle assainissement dans le cadre du CICID-Eau.

*Financement : MAE*

● Le pS-Eau a poursuivi en 2006 sa participation au comité de pilotage de l'Initiative européenne pour l'eau et son implication dans les groupes de travail « Afrique » et « Finance » de cette initiative. L'Initiative européenne pour l'eau, lancée en septembre 2002, rassemble les partenaires de l'Union européenne et les régions Afrique, Méditerranée, Europe de l'Est-Caucase-Asie centrale, Amérique latine. Son objectif est de renforcer les engagements politiques et la mobilisation de tous pour améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le cadre de la réduction de la pauvreté. Le pS-Eau a également veillé à ce que les acteurs locaux africains et leurs réseaux (CGLUA, PDM, ONG) soient impliqués dans ce processus, notamment à l'occasion du forum multi-acteurs qui se tient tous les ans à Stockholm.

*Financement : MAE*

● La démarche Livre bleu, pilotée par le Secrétariat international de l'eau (SIE), avait abouti à la publication des 3 premiers livres bleus en 2005 (Burkina Faso, Mali, Niger). Durant l'année 2006, le pS-Eau a poursuivi son implication dans le comité de pilotage international afin d'assurer une large diffusion de ces livres et de consolider les processus sur les 3 premiers pays.

*Financement : MAE*

● Le programme Migrations et Initiatives économiques est associé à différents groupes de travail internationaux pour valoriser son expérience et assurer un plaidoyer sur le codéveloppement.

*Financement : MAE, DPM*

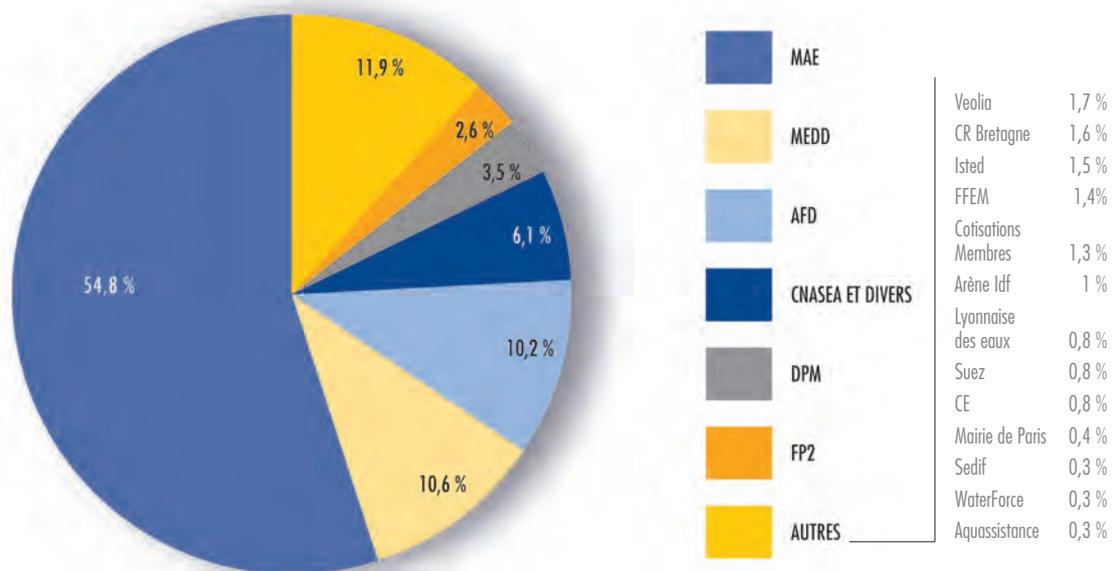
## Troisième partie : budgets et organisation ►



## Sources de financement et affectations budgétaires du pS-Eau

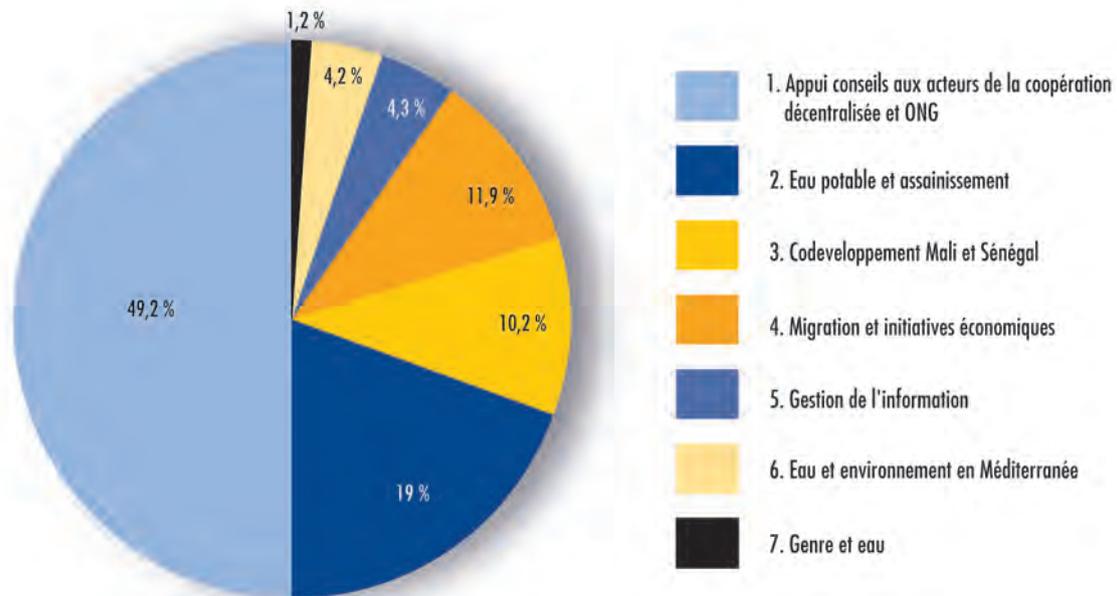
	MAE	MEDD	DPM	AFD	FFEM	Arene IdF	ISTED	SEDIF
Appui conseil aux acteurs de la Coopération décentralisée et ONG	310 795	75 491		105 900	20 000	14 225		4 181
Gestion de l'information	42 398	17 594						
Migration et initiatives économiques	90 000		50 000					
Codéveloppement Mali et Sénégal	144 280							
Eau et environnement en Méditerranée	15 884	16 499						
Eau potable et assainissement	174 541	41 289		32 500			20 790	
Genre et Eau				6 327				
<b>Total</b>	<b>777 897</b>	<b>150 873</b>	<b>50 000</b>	<b>144 727</b>	<b>20 000</b>	<b>14 225</b>	<b>20 790</b>	<b>4 181</b>

## Sources de financements du pS-Eau



WaterForce	Aquassistance	CR Bretagne	Mairie de Paris	Veolia	Lyonnaise des eaux	Suez	FP2E	CE	Cotisations des membres	CNASEA et divers	TOTAL
4 181	4 181	22 575	5 000	23 435	11 714	11 714	37 485		18 170	28 949	697 995
											59 992
										28 949	168 949
											144 280
										28 949	61 332
											269 120
								11 259			17 586
4 181	4 181	22 575	5 000	23 435	11 714	11 714	37 485	11 259	18 170	86 847	1 419 253

### Répartition budgétaire par pôles d'activités



## Organigramme du pS-Eau

### Président

M. René Ala (maire d'Arles-sur-Tech)

### Vice-président

M. Christian CAMBON (Syndicat des eaux d'Ile-de-France)

M. Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT

### Secrétaire

M. Thierry VANDEVELDE (Waterforce)

### Trésorier

M. Antoine MALAFOSSE (Burgeap)

### Président d'honneur

M. Stéphane HESSEL, ambassadeur de France

### Membres associés

Agence Française de Développement

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

Ministère des Affaires étrangères

Ministère de l'Équipement

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

### Les membres du conseil d'administration

M. Serge ALLOU (Gret)

M. Yves BERTHELOT, président du CFSI

M. Stéphane CAMBOU (conseil régional du Limousin)

Mme Myriam CONSTANTIN (mairie de Paris)

M. Xavier CREPIN (ISTED)

M. Bertrand DELANOE (AIMF)

M. Charles Josselin, président de CUF

M. Marc GENTILINI, président de l'Académie de l'eau

Mme Josette LE FOLL-PICOU

M. Guy FRADIN (AESN)

M. Jean-François MATTEI, président de la Croix-Rouge française

M. Jean-Claude OPPENEAU (ADEME)

M. Rémi POCHAT (Laboratoire central des Ponts et Chaussées)

Mme Lisette PROVENCHER (Aquaassistance)

M. Bruno VALFREY (Hydroconseil)

## Organigramme du pS-Eau

Directeur	Pierre-Marie Grondin	<a href="mailto:grondin@pseau.org">grondin@pseau.org</a>
Comptabilité	Houharia Farsi	<a href="mailto:farsi@pseau.org">farsi@pseau.org</a>
Gestion de l'information	Michel Taquet	<a href="mailto:taquet@pseau.org">taquet@pseau.org</a>
Migration et initiatives économiques	Déborah Galliot Yaya Kane	<a href="mailto:galliot@pseau.org">galliot@pseau.org</a> <a href="mailto:kane@pseau.org">kane@pseau.org</a>
Eau et assainissement	Christophe Le Jallé	<a href="mailto:le-jalle@pseau.org">le-jalle@pseau.org</a>
Codéveloppement	Gilles Cressan	<a href="mailto:cressan@pseau.org">cressan@pseau.org</a>
Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale	Guillaume Aubourg	<a href="mailto:aubourg@pseau.org">aubourg@pseau.org</a>
Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, région Bretagne	Séverine Champetier	<a href="mailto:champetier@pseau.org">champetier@pseau.org</a>
Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, communauté urbaine de Lyon (2007)	Rémi Gatineau	<a href="mailto:gatineau@pseau.org">gatineau@pseau.org</a>
Financements solidaires	Sarah Mackenzie	<a href="mailto:mackenzie@pseau.org">mackenzie@pseau.org</a>
Eau et environnement en Méditerranée	Christophe Brossé	<a href="mailto:med@pseau.org">med@pseau.org</a>
Genre et eau	Denis Désille	<a href="mailto:desille@pseau.org">desille@pseau.org</a>

## Sigles et Abréviations

ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique	ISO	International Organisation for Standardisation
AFD	Agence Française de Développement	Isted	Institut des sciences et techniques de l'équipement et de l'environnement pour le développement
AMGVF	Association des Maires de Grandes Villes de France	MAE	ministère des Affaires étrangères
Arene IdF	Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies Ile de France	MEDD	ministère de l'Ecologie et du Développement durable
ASTE	Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement	OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
CASI Bretagne	Coordination des Associations de Solidarité internationale de Bretagne	OIEau	Office International de l'Eau
CE	Commission européenne	ONG	organisation non gouvernementale
CGLUA	Cités et Gouvernements Locaux Unis Afrique	PED	Pays En Développement
CICID	Comité Interministériel pour la Coopération Internationale et le Développement	PFM	Partenariat Français pour Mexico
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles	PDM	Partenariat pour le Développement Municipal
CNCD	Commission Nationale de la Coopération Décentralisée	pS-Eau	programme Solidarité Eau
CNE	Comité National de l'Eau	PACA	Provence-Alpes-Côte-d'Azur
CR Bretagne	Conseil Régional de Bretagne	PMIE	Programme Migrations et Initiatives Economiques
CUF	Cités Unies France	RADDO	Réseau associatif de développement durable des oasis du Maghreb
DPM	Direction Population et Migration (ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement)	SEDIF	Syndicat des Eaux d'Ile de France
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial	SIDECM	Syndicat Intercommunal de Distribution d'eau de la Corniche des Maures
FP2E	Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau	SIE	Secrétariat International de l'Eau
FSP	Fons de Solidarité Prioritaire	UE	Union européenne
GAME	Groupe d'Appui à la Micro Entreprise		
GEWAMED	Mainstreaming Gender Dimension Into Water Resources Development and Management in the Mediterranean Region		

Conception graphique : Solange Münzer. Photographies : pS-Eau, Solange Münzer  
Impression numérique : Chaumeil



programme Solidarité Eau

32 rue Le Peletier 75009 Paris

T. 33 (0)1 53 34 91 20 • 33 (0)1 1 53 34 91 21

pseau@pseau.org • www.pseau.org